Rapport de suivi consolidé ISSSS

Étude de base

Cellule de S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS

Goma, juillet 2017

RAPPORT NO. 1 – 2016/2017

SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
CISPE	Consortium pour la Stabilisation intégrée et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo *(Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC)*
CPLUP	Planification participative de l'utilisation communautaire des terres *(Community Participatory Land Use Planning)*
DFID	Département du Développement International du Royaume-Uni *(Department for International Development)*
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour le développement des marchés sensibles aux conflits *(Food Security and Inclusive Access to Resources for Conflict Sensitive Market Development)*
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
HR	Droits de l'Homme *(Human Rights)*
IDP	Internally Displaced Persons (Personnes Déplacées intérieurement)
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo *(International Stabilization and Security Support Strategy)*
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU / NU	Organisation des Nations Unies / Nations Unies
PdC	Protection des civils
PMO	Partenaire(s) de Mise en Oeuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PFCS	Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région *(Peace Security and cooperation Framework of DRC and the Great Lakes Region)*
RDC	République Démocratique du Congo
S&E	Suivi & Evaluation
SFCG	Search For Common Ground
SSR	Réforme du secteur de la sécurité *(Security Sector Reform)*
ST-ISSSS	Secrétariat Technique de l'ISSSS
USS	Unité de soutien à la stabilisation
VSBG	Violence sexuelle et basée sur le genre
ZP	Zone Prioritaire

Tableau des matières

Liste des acronymes utilisés 2
Tableau des matières 3
1 Introduction 4
1.1 Sur le système de suivi de l'ISSSS 4
1.2 Portée du rapport 5
1.3 Présentation du rapport 5
1.4 Sources de données 7
2 Panorama des projets de l'ISSSS 8
3 Conditions et tendances dans différents secteurs des résultats ISSSS 17
4 Observations transversales et implications en matière de politiques 23
4.1 Pilier 1 – Établir l'ISSSS comme effort crédible et légitime de stabilisation 23
4.2 Pilier 2 – Variations à travers les ZP dans la performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC) 24
4.3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État 25
4.4 Pilier 4 – Résilience Socio-économique au conflit 27
4.5 Pilier 5 – Prévention des violences sexuelles 28
5 Synthèse du cadre logique et des projets de l'ISSSS 29
5.1 Résumé narratif du cadre logique de l'ISSSS 29
5.2 Programmes soutenant l'ISSSS 32

1 Introduction

Ce rapport contient l'étude de base de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS) en République Démocratique du Congo. Ces données de référence ont été collectées entre juillet et décembre 2016.

Le rapport est le premier d'une série prévue de rapports semestriels, qui ont pour objectif de soutenir une prise de décisions ponctuelle et factuelle de la part du Gouvernement de la RDC ainsi que de ses partenaires internationaux. Ce rapport était initialement prévu pour le mois de mars 2017, mais sa publication a été reportée au mois de juillet parce que les données du projet conjoint PNUD-MONUSCO[1] et celles provenant de sources internes à la MONUSCO (2 des 3 sources principales des données) n'avaient pas encore été mises à disposition de la Cellule suivi et évaluation (S&E) de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS). La publication a été reportée aussi pour tenir compte du besoin de temps additionnel de la part des partenaires de mise en oeuvre (PMO) pour la préparation de leurs cadres logiques de projets, ce qui a requis beaucoup de ressources de la cellule C&E.

Le prochain rapport sera publié vers octobre 2017 et couvrira le premier semestre 2017. Après cela, les rapports suivants seront publiés tous les six mois.

1.1 Sur le système de suivi de l'ISSSS

Les préparatifs pour le système de suivi de l'ISSSS ont débuté à la fin de l'année 2015, avec le soutien d'un projet d'assistance technique financé par DFID. Cela a donné lieu à l'établissement de la Cellule S&E en septembre 2016.

Le but du système de suivi de l'ISSSS est de suivre le progrès réalisé vers les objectifs de l'ISSSS. Même si le système **n'est pas destiné** à suivre les projets individuels de stabilisation, la Cellule de S&E se base aussi sur les efforts de collecte des données réalisés par les partenaires de mise en œuvre (PMO) de l'ISSSS pour plusieurs indicateurs communs au niveau des projets.

Le suivi au niveau de la stratégie est une nouvelle fonction pour l'ISSSS. Sa mise en place a compris trois phases :

i. Conception collaborative de la stratégie de S&E avec le Gouvernement, les partenaires de mise en oeuvre et les bailleurs de fonds de l'ISSSS.
ii. Harmonisation du cadre logique des programmes pertinents avec celui de l'ISSSS, indicateurs en commun et outils pour les mesurer.
iii. Rapportage semestriel sur la base des indicateurs définis dans le cadre de résultats, et soutien continu à l'alignement des nouveaux programmes.

La conception de la stratégie de suivi de l'ISSSS s'est conclue mi-2016, avec la finalisation des produits principaux, notamment le cadre logique de l'ISSSS et la stratégie de suivi. Un bref résumé de la stratégie de suivi peut être demandée directement à la Cellule S&E et sera aussi prochainement disponible en ligne.

[1] Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC ; PNUD avec des partenaires d'exécution

La première portion de projets de stabilisation "alignés"[2] ont été harmonisés avec le cadre de résultats de l'ISSSS, et une série d'outils communs de collecte des données pour les indicateurs en commun avec le cadre logique ISSSS sont en phase avancée de développement. Ces outils permettront à tous les partenaires de collecter les données de suivi de manière cohérente. Entre-temps, les programmes financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) ont été conçus dès le départ pour couvrir des résultats de l'ISSSS et mesurer les progrès réalisés sur la base d'indicateurs communs.

Le suivi de l'ISSSS s'appuie sur trois sources principales pour ses données et autres informations : I) les différentes sections thématiques de la MONUSCO et du Secrétariat Technique de l'ISSSS (ST-ISSSS) ; ii) les partenaires de mise en oeuvre responsables d'interventions sous l'ombrelle de l'ISSSS (c'est-à-dire aussi bien les projets "alignés" que ceux financés par le FCS) ; iii) le projet conjoint PNUD-MONUSCO[3] qui, avec l'aide de *Harvard Humanitarian Initiative* (HHI), conduit des enquêtes de perception sur des sujets liés à la stabilisation dans les trois provinces de l'Est de la RDC.

1.2 Portée du rapport

Le présent rapport présente les données de l'étude de base pour trois des six zones prioritaires (ZP) de l'ISSSS : Sud-Irumu, Kitchanga, et Ruzizi.

Les données des ZP de Mambasa et Kalehe n'ont pas pu être inclues car des contraintes de financement y ont empêché en particulier la collecte de données du projet conjoint PNUD-MONUSCO par HHI à temps pour la publication. Ces deux ZP seront couvertes par le deuxième rapport de suivi de l'ISSSS (prévu pour septembre/octobre 2017).

La ZP de Beni n'est à ce jour pas encore active. Un rapport d'étude de base pour Beni est prévu pour mars 2018.

1.3 Présentation du rapport

Ce rapport de suivi contient les sections suivantes :

- **Le Chapitre 2** donne une vue d'ensemble des résultats de l'ISSSS couverts par des projets de stabilisation. La cartographie tient compte de projets qui en juillet 2017 avaient déjà démarré ou étaient sur le point de le faire, et a été établie sur la base des cadres logiques et autres documents de projets que les partenaires de mise en oeuvre ont partagé avec le ST-ISSSS. Le "panorama de projets" est à la fois un instrument analytique utilisé dans ce rapport et un point de référence commun pour la Cellule S&E et les partenaires de mise en oeuvre pour affiner ensemble la cartographie des projets en vue des prochains rapports[4].
- **Le Chapitre 3** présente les données de référence correspondant aux indicateurs ISSSS pour lesquels les données étaient disponibles en juillet 2017. Sont inclues les données des enquêtes de perception réalisées par HHI en juin et décembre 2016 dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO, ainsi que les données issues de la base de données ITEM de la MONUSCO, en particulier les informations

[2] C'est-à-dire les projets financés par des tiers (bailleurs de fonds bilatéraux) mais qui travaillent en accord avec les principes clés de l'ISSSS.

[3] Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC ; PNUD avec des partenaires de mise en œuvre MONUSCO, HHI, Numéro de projet : 0090384.

[4] Les rapports successifs baseront vraisemblablement la cartographie des projets sur l'allocation du budget de chaque projet aux différentes composantes du cadre logique de l'ISSSS. Cela n'était pas possible pour le présent rapport.

relatives aux incidents de sécurité collectées par la Force. **Ne sont pas inclus dans ce rapport** les indicateurs dépendant de la collecte de données par les PMO et ceux dépendant du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH). Le rapportage sur ces indicateurs débutera avec le prochain rapport de suivi (prévu pour octobre 2017).

- **Le Chapitre 4** propose différentes observations provisoires sur les données et informations présentées dans les chapitres précédents. Ces observations sont une invitation à une réflexion plus approfondie sur les données présentées. Tous les utilisateurs des données de suivi de l'ISSSS sont en outre encouragés à analyser les informations factuelles présentées dans ce rapport et à mettre en question et réviser les observations du Chapitre 4 sur la base de leurs propres réflexions.

Ce **rapport d'étude de base** constitue un **premier pas** pour le rapportage et la dissémination à partir du système de suivi de l'ISSSS. Un certain nombre de limites doivent être signalées à ce sujet :

1) La plupart des programmes alignés et FCS se trouvent dans leur phase initiale. Cela signifie qu'il y a peu de données sur les résultats de ces programmes à ce stade, ce qui limite la possibilité de tirer des conclusions sur les aspects programmatiques de l'ISSSS.
2) Le partage de données avec les sections de la MONUSCO et certains membres de la famille des NU est encore en phase de pilotage, et certains accords doivent encore être mis en place. La portée et le niveau de détail sont donc destinés à s'accroître dans les prochains rapports.
3) Ce rapport sert également à tester différentes options pour la présentation des données et des implications en termes de politique. En outre, certaines composantes du système de S&E, comme la base de données en ligne ne sont pas encore disponibles. À l'avenir, le rapportage régulier et l'accès à des informations électroniques mises à jour iront de pair.

En cette phase initiale du processus de suivi, les données factuelles de l'ISSSS ne sont pas encore suffisamment complètes pour informer des recommandations spécifiques, concrètes et ciblées aux parties prenantes de l'ISSSS sur la marche à suivre.

Pour cela, les observations et réflexions présentées dans ce rapport (voir Chapitre 4) sont de nature préliminaire et provisoire[5]. Elles ne sont ni adressées à un partenaire de l'ISSSS en particulier, ni formulées pour provoquer des actions spécifiques, concrètes et immédiates.

Les observations devraient simplement être vues comme matière à réflexion pour toutes les parties prenantes de l'ISSSS. La Cellule S&E s'en servira pour lancer les discussions lors des événements de dissémination autour du présent rapport. La Cellule reverra les observations durant l'analyse pour le prochain rapport de suivi et, selon les conclusions, les affinera ou les abandonnera dans les rapports successifs.

Les rapports suivants élargiront et approfondiront l'analyse, sur la base de la mise à disposition de sources déjà convenues :

- Couverture des trois ZP additionnelles (Mambasa, Kalehe et Beni)

[5] Et les auteurs du rapport les ont formulées de manière provisoire à dessein.

- Données ultérieures sur les tendances et conditions, ainsi que sur les résultats des projets
- Définitions plus claires des jalons politiques/de politique, par exemple en ce qui concerne l'appui à un cadre politique, administratif, légal et financier cohérent pour la gouvernance[6]
- Un premier ensemble de recommandations concrètes et ciblées pour l'action future.

1.4 Sources de données

L'analyse dans ce rapport se base sur :

La cartographie des projets ISSSS :

- Documentation initiale des projets et cadres logiques des programmes financés par le FCS ou bilatéralement (projets alignés) en cours.

Le suivi des résultats de l'ISSSS :

- Données perception collectées par HHI[7] à travers deux enquêtes, en juin et décembre 2016, dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO[8].
- Données MONUSCO sur les incidents de violence et autres crimes commis contre la population civile dans les ZP, dans la période de juin à décembre 2016.

Pour ce rapport, nous n'avons *pas* utilisé d'autres données, en provenance du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) et de la documentation approfondie (rapports, données de résultats, rapports d'évaluation) pour les programmes en cours. En effet, la plupart de ceux-ci n'ont démarré qu'en 2017 et n'ont aligné leurs activités sur l'ISSSS que dans cette année[9]. Tous les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS n'ont donc pas pu être inclus dans le présent rapport.

[6] Voir Résultat Global 3.3 du cadre logique de l'ISSSS.

[7] Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC ; PNUD avec des partenaires d'exécution MONUSCO, HHI, Numéro de projet : 0090384.

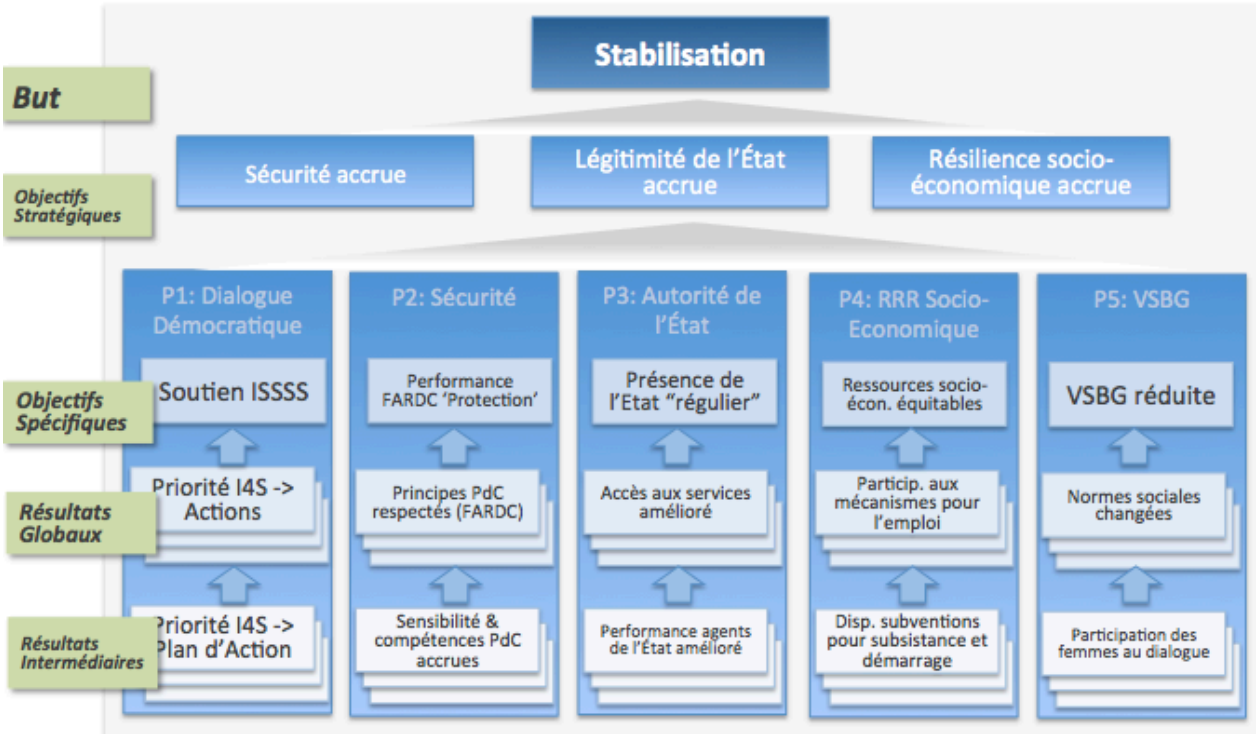
[8] L'enquête avait un échantillon de 1,742 personnes (433 au Sud-Irumu, 841 à Ruzizi et 46 à Kitchanga) ; la marge d'erreur est de +/- 5%.

[9] Le seul projet FCS qui avait formellement démarré en 2016 est celui couvrant le Pilier 1 (Dialogue Démocratique) de l'ISSSS dans la ZP de Kitchanga, mis en œuvre par un consortium mené par *International Alert*. Les données de suivi correspondant aux activités de ce projet réalisées durant le premier semestre de 2017 ont été soumises à la Cellule de S&E de l'UAS et seront présentées dans le deuxième rapport de suivi de l'ISSSS.

2 Panorama des projets de l'ISSSS

Le système de suivi de l'ISSSS est basé sur le cadre logique de l'ISSSS, qui résume la **logique d'intervention** de la stratégie et distingue cinq niveaux de résultats. Les trois niveaux inférieurs du cadre logique résument la **logique d'intervention des cinq piliers thématiques de l'ISSSS**[10] : **Résultats Intermédiaires**[11] au premier niveau, **Résultats Globaux**[12] juste au-dessus, et **Objectifs Spécifiques**[13] en haut (ceci pour chaque pilier thématique). Par dessus se trouvent les **Objectifs Stratégiques** transversaux (Sécurité, Gouvernance, Résilience), et le **But** (la stabilisation), qui englobe l'ensemble de cette pyramide. Chaque niveau dépend des progrès réalisés aux niveaux inférieurs, et les Objectifs Stratégiques et le But dépendent des progrès dans tous les piliers de la stratégie. La Figure 1 ci-dessous présente un aperçu de l'architecture du cadre logique de l'ISSSS.

Figure 1 : Architecture du cadre logique de l'ISSSS



[10] Les résultats escomptés des cinq piliers thématiques de l'ISSSS : Dialogue Démocratique, Sécurité, Restauration de l'Autorité de l'État, Retour, Réintégration et Redressement Socio-économique, et Lutte contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre

[11] Les Résultats Intermédiaires (R.I.) décrivent les motivations, connaissances et la conscience des parties prenantes individuelles et organisationnelles que l'ISSSS vise à toucher positivement, afin d'influencer le comportement et la performance des parties prenantes ciblées.

[12] Les Résultats Globaux (R.G.) décrivent les changements visés dans le comportement et la performance des parties prenantes, qui sont vus comme nécessaires afin de contribuer à changer les conditions et dynamiques sociales qui ont alimenté l'instabilité et les conflits en RDC Orientale.

[13] Les Objectifs Spécifiques (O.S.) de l'ISSSS définissent les résultats visés par la stratégie sous chaque pilier. Chaque Objectif Spécifique décrit comment les dynamiques dans un secteur donné doivent changer afin d'influencer les conditions sociétales transversales liées aux facteurs de conflit ciblés par la stratégie de stabilisation.

Le cadre logique actuel reflète la compréhension de l'approche de l'ISSSS en mars 2016 (lorsque le cadre logique fut développé). Depuis lors, l'UAS a tiré des leçons précieuses sur les différents aspects de l'ISSSS. Celles-ci sont prises en compte dans l'affinement - actuellement en cours - du cadre logique de l'ISSSS.

Ce chapitre donne une première analyse de la mesure dans laquelle les **56 résultats répartis à travers les 5 piliers** de l'ISSSS[14] sont actuellement couverts par des projets de stabilisation.

Note : La section suivante, sur la **couverture par projets de l'ISSSS** offre une **description factuelle** de la situation aujourd'hui. **Les variations en couverture (par les projets)** entre différents types de résultats **ne constituent pas nécessairement des lacunes** à combler, étant donné que la pertinence de la couverture par projets dépend de la situation spécifique à chaque zone prioritaire.

En outre, les projets de stabilisation ne représentent **qu'une des façons d'apporter le changement** sous l'ISSSS. D'autres mécanismes comprennent **un engagement politique plus étendu** de la part de la communauté internationale avec ses partenaires congolais, ainsi que les **"bons offices" de l'UAS** (par exemple les efforts pour travailler avec les autorités provinciales, et nationales au développement des « Compacts »).

Si la section ci-dessous ne fait que **décrire les tendances en matière de couverture par projets**, le Chapitre 4 va plus loin et s'intéresse aux **variations en couverture** dans le **contexte des données de l'étude de base ISSSS.** C'est donc dans le Chapitre 4 que le rapport propose des premières réflexions sur la pertinence de la couverture par projets de l'ISSSS.

Le Tableau 1 présente les 9 projets de stabilisation liés à l'ISSSS qui étaient soit en cours en juillet 2017, soit destinés à démarrer peu après. Le tableau distingue les projets financés par le FCS des projets bilatéraux (ou alignés) et situe chaque intervention géographiquement.

Tableau 1 : Aperçu du portefeuille de projets ISSSS dans les ZP de Kitchanga, Ruzizi et Sud-Irumu (en juillet 2017)

Finance-ment	Nom du projet	Acronyme dans ce rapport	Organisation Lead	NK Kitchanga	SK Ruzizi	IT Sud-Irumu
FCS	*Les chemins vers les Accords*	FCS Kitchanga	International Alert	X		
	Pamjoa Kwa Amani na Maende Leo	FCS Kitchanga	UNHABITAT	X		
	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la Paix)	FCS Sud-Irumu	UNHABITAT			X
	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani (Construisons ensemble pour la Paix)	FCS Ruzizi	International Alert		X	
Bilatéral (aligné)	*Lobi Mokolo Ya Sika* (*Security Sector Reform*)	SSR	SFCG	X	X	
	Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC	CISPE	IOM	X		X
	Community Participatory Land Use Planning	CPLUP	UNHABITAT			X
	Food Security and Inclusive Access to Resources for Conflict Sensitive Market Development	FARM	Mercy Corps	X		
	Expanding Community Resilience to Violence in Ruzizi and Fizi	Peace Direct	Peace Direct		X	

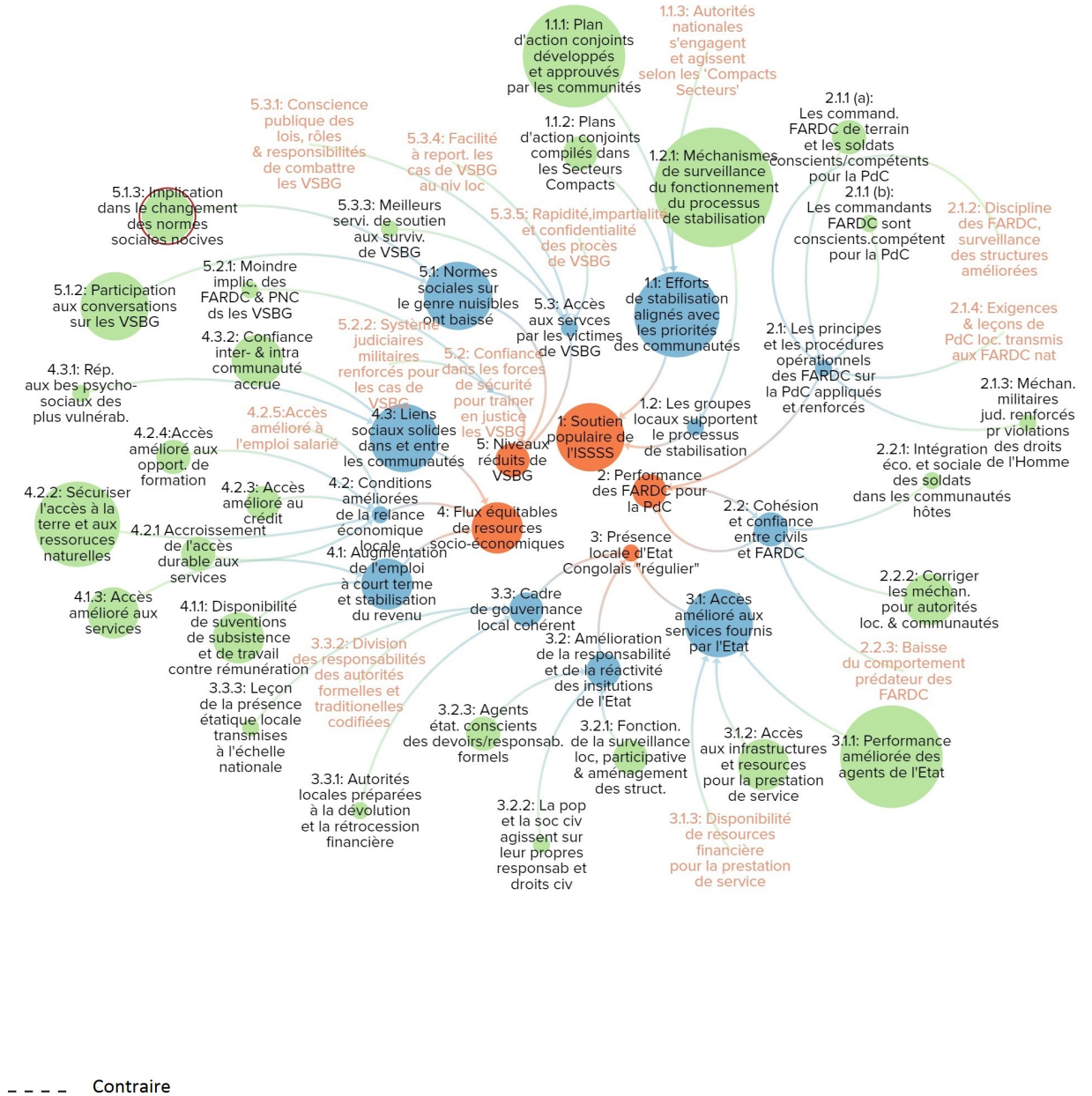
[14] c.-à-d., Résultats Intermédiaires, Résultats Globaux et Objectifs Spécifiques.

La Figure 2 ci-dessous présente la cartographie des **56 résultats à travers les piliers du cadre logique de l'ISSSS** et montre comment la couverture thématique des neuf projets de stabilisation du Tableau 1 est distribuée parmi ces résultats. La cartographie prend en compte les résultats pour lesquels l'UAS et les PMO avaient identifié des indicateurs en communs, mais aussi la portée des projets dans le portefeuille existant, indépendamment de l'existence d'indicateurs communs. Cette représentation n'est donc pas affectée par les lacunes au niveau des données de suivi.

Dans la Figure 2 ci-dessous :

- Les cinq **Objectifs Spécifiques de l'ISSSS (en orange)** sont disposés au **centre.** Pour chaque pilier, les **Résultats Globaux (en bleu)** et les **Résultats Intermédiaires (en vert)** partent du centre vers l'extérieur.
- La **numérotation** des résultats **indique le pilier** correspondant *(ex. Le résultat 5.1.3 correspond au Pilier 5)*
- Les **dimensions du disque** associé à chaque élément représentent **le nombre de projets** le couvrant, à travers les trois ZP (d'un **maximum de 7 projets** pour le plus grand, à un **minimum de 1 projet** pour le plus petit cercle.
- Les résultats écrits **en rouge** ne sont actuellement **couverts par aucun projet**.

Figure 2 : Cartographie des programmes ISSSS dans les ZP Sud-Irumu (Ituri), Kitchanga (Nord-Kivu), Ruzizi (Sud-Kivu), juillet 2017



Note : Les dimensions du cercle associé à chaque élément représentent le nombre de projets le couvrant, à travers les trois ZP (d'un maximum de 7 projets pour le plus grand, à un minimum de 1 projet pour le plus petit cercle. Les résultats écrits en rouge ne sont actuellement couverts par aucun projet.

Note : Les rapports individuels pour chacune des trois ZP ISSSS actives (Sud-Irumu, Kitchanga et Ruzizi) présentent une vision plus détaillée de la couverture par projets du cadre logique ISSSS dans ces zones. Ces rapports se trouvent en Annexe du présent rapport (Annexes I, II et III respectivement).

La cartographie de la couverture des résultats ci-dessus (Figure 2) montre que :

- **La couverture actuelle varie largement d'un résultat à l'autre de la stratégie de stabilisation**, allant de résultats couverts par 7 différents projets parmi les trois ZP actives[15] (plus grands cercles) aux résultats actuellement couverts par aucun projet (pas de cercle, et en rouge).
- **Le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)** et le **Pilier 4 (Résilience Socio-économique)** sont aujourd'hui les deux piliers de l'ISSSS avec la **couverture par projets la plus complète.** En tant que principe fondamental de l'approche ISSSSS, le Dialogue Démocratique fait partie de tous les projets financés par le FCS. Les projets alignés tentent d'émuler certains aspects de cette approche pour leurs interventions sectorielles, en liant la gouvernance et la planification des projets aux procédures des plateformes de dialogue participatif et des plans d'action sectoriels convenus.
- Pour le **Pilier 2**, **six résultats** sur **treize** sont couverts par **deux projets ou plus**. Quatre résultats sont couverts par un projet, et trois ne sont pas couverts du tout. La faible couverture concerne en particulier les résultats visant à influencer les principes et procédures des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC).
- Pour le **Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)**, **sept résultats sur treize** sont couverts par **un ou deux** projets. **Deux résultats** ne sont **pas couverts du tout**[16]. La couverture est particulièrement faible pour le **Résultat Global 3.3 (Cadre de gouvernance locale cohérent).**
- **Le Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)** est aujourd'hui le pilier avec la **couverture la plus faible. Cinq résultats sur les douze** ne sont à ce jour **pas couverts du tout par des projets**, **trois** autres sont **couverts par un projet.** L'absence de couverture touche en particulier les résultats visant à **améliorer l'accès à un système judiciaire (amélioré)** pour les victimes/survivants de VSBG[17]. Cela inclut également le **renforcement des capacités du système judiciaire militaire** à gérer les cas de VSBG (Résultat Intermédiaire 5.2.2)[18].

Tenant compte de la **couverture par projets à travers les cinq piliers**, on observe les tendances suivantes :

- **Les résultats de la logique d'intervention de l'ISSSS relativement bien couverts par des projets** à ce stade sont ceux qui **demandent avant tout et surtout un engagement au niveau local** (les communautés et leurs membres, ainsi que les agents de l'État présents localement et les représentants des autorités locales). On trouvera parmi eux, par exemple, la formation et la sensibilisation des individus (ex. Les membres des communautés par rapport aux normes sociales et de genre - R.I. 5.1), la cohésion sociale (R.I. 4.3) et la formation des agents de l'État (R.I. 3.1.1 et 3.2.3).

[15] Sud-Irumu (Ituri), Kitchanga (Nord-Kivu), Ruzizi (Sud-Kivu)

[16] R.I. 3.1.3 : "Disponibilité de ressources financières pour la fourniture de services", et R.I. 3.3.2 "Division codifiée des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles"

[17] Entre autres les R.I. 5.3.5 : "Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG", 5.3.4 : Facilité pour rapporter des cas de VSBG localement ; 5.3.1 : Conscience publique des lois, rôles et responsabilités pour la lutte contre les VSBG

[18] Il est toutefois important de signaler que cette constatation devra être vérifiée au cours des mois à venir : estimer la couverture du Pilier 5 est plus complexe que pour les autres piliers, étant donné que beaucoup de projets traitent les questions de genre et de VSBG comme questions transversales. L'inclusion de ces sujets dans la portée d'un projet à travers l'*intégration (mainstreaming)* peut ne pas les rendre immédiatement repérables.

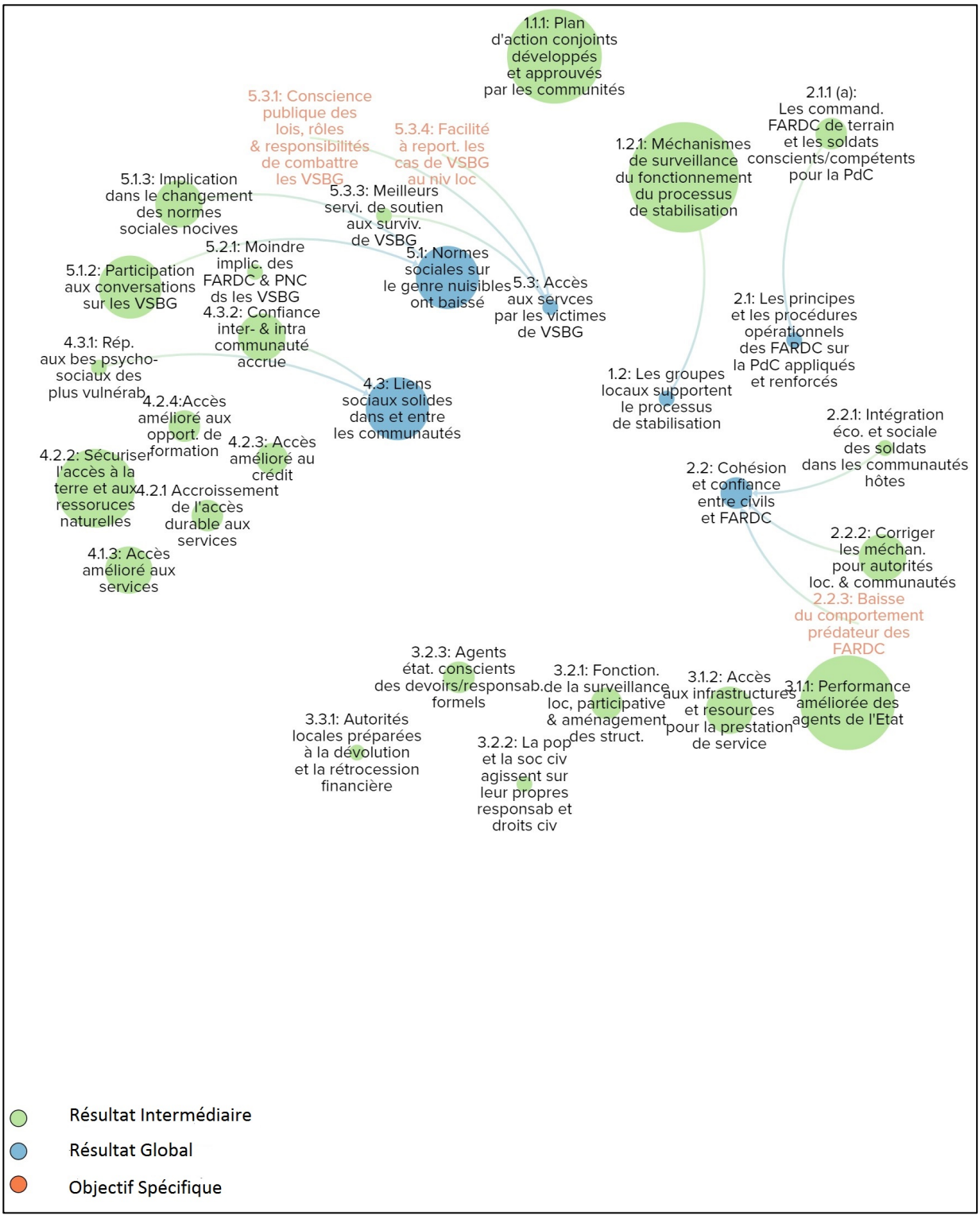
- Les éléments **moins bien couverts dans la logique d'intervention** des projets sont tendanciellement ceux visant à lier les efforts locaux de stabilisation aux procédures et structures **au niveau provincial ou national**. Cela comprend les résultats prévoyant le ralliement et l'intervention de la part de ministères ou agences nationaux et provinciaux par rapport aux priorités locales (ex. R.I. 1.1.3 sur les conventions sectorielles et R.I. 2.1.2 sur le renforcement des structures de supervision et de discipline internes aux FARDC) ; ou ceux demandant la dissémination des leçons tirées localement (R.I. 2.1.4) à des niveaux administratifs plus élevés[19].

Note : Il faut signaler ici que chaque consortium FCS a dû **développer une stratégie sur l'engagement des autorités provinciales et nationales**. De plus, l'UAS travaille actuellement sur une stratégie d'engagement destinée à fixer les engagements des autorités provinciales à contribuer au programme. Ces efforts seront examinés plus attentivement dans les prochains rapports de suivi de l'ISSSS.

La **différence en couverture par projets** entre les résultats ciblant principalement le niveau communautaire ou local, et ceux visant à lier l'ISSSS aux politiques et actions du Gouvernement de la RDC aux niveaux provincial et national est illustrée ci-dessous. Comme on peut le voir dans la Figure 3, la plupart des **résultats de nature et d'approche essentiellement "locale" sont couverts par deux, quatre, voire 7 projets**. La Figure 4, par contre, montre qu'une part considérable des résultats **"nationaux" ou "provinciaux"** ne sont soit pas couverts du tout aujourd'hui, soit sont **couverts par un, deux ou tout au plus trois projets**. Cette tendance **apparaît dans chacune des trois ZP**. Dans toutes, les projets étaient plus susceptibles d'aborder des éléments "locaux" de l'ISSSS plutôt que la tâche plus ardue de lier l'action locale aux politiques et au contexte politique des niveaux national et provincial.

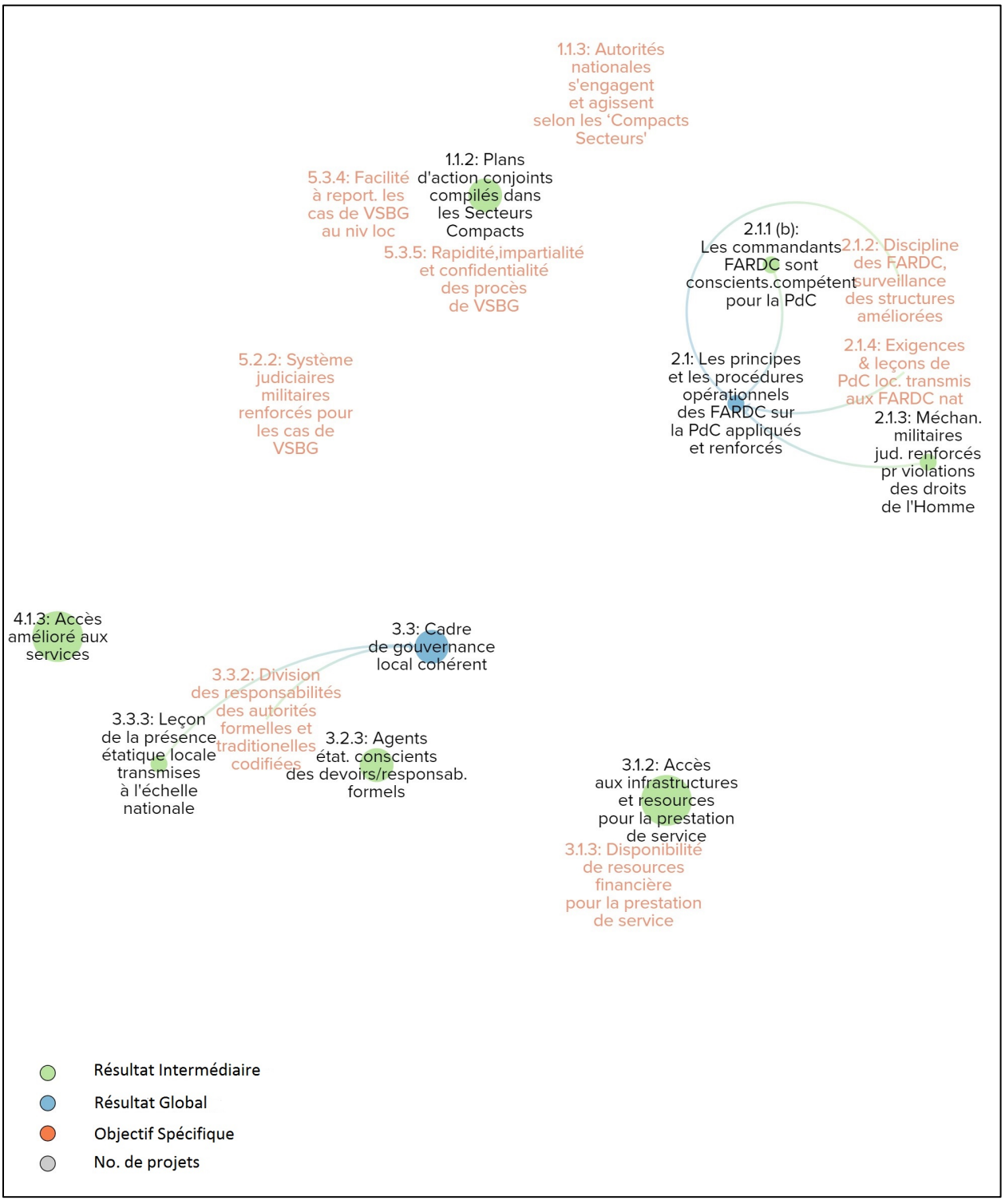
[19] Comme signalé plus haut, ces secteurs peuvent être couverts par d'autres mécanismes d'engagement, tels que le dialogue politique et les "bons offices" de l'UAS.

Figure 3 : Couverture par projets des résultats ISSSS concentrés sur les changements "locaux", juillet 2017.



Plus grand cercle : 7 projets ; Plus petit cercle : 1 projet ; en rouge : 0 projets

Figure 4 : Couverture des résultats ISSSS requérant des liens aux niveaux provincial et national, juillet 2017.



Plus grand cercle : 3 projets ; Plus petit cercle : 1 projet ; en rouge : 0 projets

La couverture par projet actuelle, dans son ensemble, semble également **légèrement favoriser les résultats ISSSS ciblant les individus, ou les relations interpersonnelles** parmi la population (ex. accroître la conscience au sein des communautés des normes nocives liées au genre, ou améliorer les liens sociaux intra/intercommunautaires). Par contre, la couverture par projets ISSSS des résultats **ciblant des organisations, ou visant à établir des "institutions" partagées**[20] (par exemple des plans d'action conjoints et convenus pour la gouvernance d'interventions de stabilisation dans les ZP), est à première vue tendanciellement plus faible[21]. Le Tableau 2 ci-dessous illustre cette dynamique de couverture :

Tableau 2 : Estimation à main levée de la couverture actuelle des projets[22], par "niveau" et "sphère d'influence" dans les 3 PZ

Niveau	Sphère d'Influence		
	Individuelle / Interpersonnelle	**Organisationnelle**	**Institutionnelle**
Local / Communauté	***Changements dans les compétences/performance individuelles, ex. :*** • 2.1.1 (a, b) : Conscience des FARDC v.-à-v. la PdC • 1.1.1 : Dialogue Démocratique inclusif et participatif ***Changements dans conscience/ connaissance / perceptions, ex.:*** • 5.1.2 : Participation dialogue VSBG	***Renforcement des Capacités, ex. :*** • 1.2.1 : Mécanismes de supervision du processus de stabilisation opérationnels • 2.1 : Principes opérationnels et procédures PdC des FARDC appliqués & suivis[23] • 3.3.1 : Autorités légales préparées pour la dévolution et la rétrocession financière	***Création d'un but sociétal commun, ex. :*** • 1.1.1 : Plans d'action conjoints (Dialogue Démocratique) développés et approuvés par les communautés
Provincial (& National)	***Changements dans les compétences/performance individuelles, ex. :*** • 3.2.3: Agents étatiques conscients des devoirs/responsabilités formels ***Changements dans conscience/ connaissance / perceptions, ex.:*** • 1.1.3 : Autorités nationales engagées + agissent selon les "Conventions Sectorielles" • 2.1.4 : Leçons locales en PdC & besoins communiqués aux FARDC nat. • 3.3.3 : Leçons pour présence locale de l'État appliquées au niveau national	***Renforcement des Capacités, ex. :*** • 2.1 : Principes & procédures opé. PdC des FARD appliqués & suivis[24] • 2.1.2 : structures FARDC de discipline & supervision renforcées • 2.1.3 : Mécanismes judiciaires militaires pour violations DH renforcés • 5.2.2 : Systèmes judiciaires militaires pour cas de VSBG renforcés	***Création d'un but sociétal commun, ex. :*** • 1.1.3 : Autorités nationales engagées + agissent selon les "Conventions Sectorielles" ***Changement de règles (législatif, régulateur, administratif), ex. :*** • 3.1.3 : Disponibilité ressources pour fourniture service • 3.3 : Cadre de gouvernance locale cohérent • 3.3.2 : Partage des responsabilités entre autorités formelles & traditionnelles codifié

Rouge : Couverture faible[25] ; Jaune/Orange : Couverture moyenne[26]; Vert : Bonne Couverture[27]

[20] c.-à-d., les règles, habitudes, normes et valeurs selon lesquelles vit une société/un groupe d'individus

[21] L'analyse des tendances dans le développement de la couverture par projets ISSSS sera affinée au cours des prochains mois, et des mises à jour seront présentées dans chacun des rapports de suivi à venir. Un objectif important de la présentation de ces conclusions et observations préliminaires ici est de solliciter des commentaires et d'encourager une discussion parmi tous les intervenants dans la mise en œuvre de l'ISSSS qui aidera la Cellule de S&E à affiner ensuite son analyse.

[22] À Kitchanga, Ruzizi et Sud-Irumu.

[23] Atteint aussi le niveau national/provincial.

[24] Atteint aussi le niveau communauté/local.

[25] La plupart des résultats ont une couverture nulle ou faible (1 à 2 projets).

[26] La plupart des résultats ont une couverture d'1 ou 2 projets ; mais certains résultats clés (ex., ·1.2.1 : Mécanismes de supervision du processus de stabilisation opérationnels) ont une bonne couverture.

[27] La plupart des résultats ont une couverture de plus de deux projets.

3 Conditions et tendances dans différents secteurs des résultats ISSSS

Ce Chapitre présente les données de l'étude de base pour la phase 2 de l'ISSSS, en ce qui concerne les indicateurs basés sur les données MONUSCO data ou les données de perception du projet conjoint PNUD-MONUSCO[28]. Ceux-ci sont en général les indicateurs qui mesurent de résultats les plus hauts niveaux de l'ISSSS. La Cellule S&E de l'UAS commencera à rapporter sur les indicateurs plus directement liés aux opérations des projets et recueillis par les PMO dans le prochain rapport, lorsque davantage de projets de stabilisation auront finalisé leur mise en place et commenceront la mise en oeuvre et le suivi.

Le Chapitre présente les données de l'étude de base disponibles en trois ensembles :

- Le Tableau 3 présente les données de base pour les indicateurs dont les valeurs sont similaires à travers les trois zones prioritaires (ZP) de Kitchanga, Ruzizi et Sud-Irumu[29], et suggèrent donc des similitudes entre les ZP.
- Le Tableau 4 montre les indicateurs dont les valeurs diffèrent d'une ZP à l'autre[30], et suggèrent donc des différences possibles entre elles.

Le *Source: Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.*

Tableau 5 et le *Source: Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.*

- Tableau 6 présente les données désagrégées par genre pour les indicateurs dont les valeurs de base sont différentes pour les hommes et les femmes[31].

Ce Chapitre ne propose aucune observation sur des tendances dans ces données. Les observations sont rassemblées au Chapitre 4 du présent rapport, et dans le chapitre final des annexes correspondant à chaque ZP.

[28] Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC ; PNUD avec des partenaires d'exécution MONUSCO, HHI, Numéro de projet : 0090384.

[29] Cela veut dire que toute différence dans les données de perception est inférieure à la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes.

[30] C.-à-d. la différence entre les valeurs d'au moins deux ZP dépasse la marge d'erreur de +/- 5% du projet conjoint PNUD-MONUSCO.

[31] La différence entre les valeurs hommes/femmes pour au moins une des ZP dépasse la marge d'erreur de +/- 5% du projet conjoint PNUD-MONUSCO.

Tableau 3 : Données de suivi ISSSS avec valeurs similaires à travers les 3 ZP (valeur (moyenne) combinée des enquêtes de juin et décembre 2016)[32]

Indicateur		Lieu		
		Kitchanga	Ruzizi	Sud-Irumu
Pilier 1	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	11%	12%	7%
	Indicateur 1.1_iii: % d'hommes/femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertients de leur zone	6%	6%	6%
	Indicateur 1.2: % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les differents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne)	9%	10%	8%
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les differents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	16%	18%	10%
	Indicateur 1.2 (Moy. Economique): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les differents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour questions économiques)	2%	2%	6%
	1.2 (a): Etablissement de la paix en RDC Orientale	7%	15%	8%
	1.2 (b): Réduction de la pauvreté	1%	1%	6%
	1.2 (c): Augmentation de l'emploi	2%	2%	6%
	1.2 (d): Lutte contre la corruption	5%	2%	5%
	1.2 (e): Unification des différents groupes ethniques	10%	17%	12%
	1.2 (f): Amélioration de la vie des Congolais	1%	2%	6%
	1.2 (g): Assurance de la sécurité	14%	12%	8%
Pilier 2	Indicateur 2.1_ii: % de femmes et hommes rapportant que la présence des FARDC leur procure un sentiment d'insécurité (& triangulation)	22%	17%	20%
Pilier 3	Indicateur 3.1_i (a): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services administratifs de l''Etat Congolais	9%	14%	14%
	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès a un bureau ou sous-bureau de police	12%	16%	16%
	Indicateur 3.2_i (a): % d'hommes et femmes indiquant que les élus nationaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	2%	3%	6%
	Indicateur 3.2_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que les élus provinciaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	4%	3%	7%
	Indicateur 3.2_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que les élus locaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	31%	26%	25%
Pilier 4	Indicateur 4.2.1_iv: % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	34%	37%	30%
	Indicateur 4.2.5_i: % d'hommes/femmes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	5%	9%	10%
	Indicateur 4.3_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone fréquentent "parfois" ou "souvent" des lieux de culte avec des membres d'autres groupes ethniques	92%	84%	90%
	Indicateur 4.3_i (d): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone se marient "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres communautés	84%	72%	83%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "tres bonne" relation a travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :	88%	84%	89%
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	88%	84%	89%
Pilier 5	Indicateur 5_ii: % d'hommes/femmes rapportant avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois	3%	1%	4%
	Indicateur 5_iii (b)i % d'hommes/femmes connaissant personnellement un homme victime de violences sexuelles	2%	2%	4%
	Indicateur 5.1_i (a). % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécéssaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	68%	60%	64%
	Indicateur 5.1_ii (a-1). % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur communauté	95%	88%	87%
	Indicateur 5.1_ii (a-2). % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur ménage	92%	87%	86%
	Indicateur 5.1_ii (b). % d'hommes/femmes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci	84%	83%	82%
	Indicateur 5.1_ii (c). % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie or a souffert d'une blessure en raison de cet incident	80%	80%	80%
	Indicateur 5.1.3_i (b): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à des réunions sur des questions liées à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (discussion et débat)	15%	10%	7%
	Indicateur 5.1.3_i (c): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à d'autres actions de lutte contre la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (action directe)	10%	7%	6%

Source : Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.

[32] La différence dans les données de perception est inférieure à la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes.

Tableau 4 : Données de suivi ISSSS avec valeurs différentes à travers les 3 ZP (valeur (moyenne) combinée des enquêtes de juin et décembre 2016)[33]

	Indicateur	Lieu		
		Kitchanga	Ruzizi	Sud-Irumu
Pilier 1	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	23%	18%	12%
	Indicateur 1.2 (h) : % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère "bien" ou "très bien" le point suivant : Lutte contre les violences sexuelles	34%	29%	13%
Pilier 2	Indicateur 2_ii (a): % de femmes et hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	17%	5%	26%
	Indicateur 2_iii (a): % d'hommes/femmes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	23%	12%	38%
	Indicateur 2.2.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte	59%	53%	87%
	Indicateur 2.2.2_ii: % d'hommes/femmes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	40%	37%	55%
	Indicateur 2.2.2_iii: % d'hommes/femmes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	34%	39%	19%
Pilier 3	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	5%	14%	20%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	17%	28%	16%
Pilier 4	Indicateur 4_ii: % de ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principale activité économique (agriculture, pêche, élevage)	85%	58%	62%
	Indicateur 4.2.3_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	3%	7%	17%
	Indicateur 4.3_i (a): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes dans leur zone s'engagent "parfois" ou "souvent" dans des activités religieuses, culturelles ou liées au travail avec des membres d'autres groupes ethniques	89%	73%	84%
	Indicateur 4.3_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone travaillent "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres groupes ethniques	83%	57%	78%
	Indicateur 4.3_ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent senemble pour les atteindre, malgré la concurrence occassionnelle	71%	42%	57%
	Indicateur 4.3_ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent enemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	51%	33%	43%
	Indicateur 4.3_ii (c): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	38%	44%	60%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "tres bonne" relation a travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie			
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	88%	78%	89%
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	82%	75%	86%
	Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	82%	72%	83%
	Indicateur 4.3.2_i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	59%	70%	61%
Pilier 5	Indicateur 5_iii (a): % d'hommes/femmes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	21%	11%	30%
	Indicateur 5.1_i (b). % d'hommes/femmes d'accord qu' il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme/épouse	31%	16%	29%
	Indicateur 5.1_i (d). % d'hommes/femmes considérant que les crimes de violence sexuelle doivent être résoulus 'en famille', sans implication des autorités	37%	30%	26%
	Indicateur 5.1.3_i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	18%	11%	7%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	51%	30%	35%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	52%	30%	35%
	Indicateur 5.2_iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	35%	24%	26%
	Indicateur 5.2_iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuellse sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux "que les victimes d'autres crimes	75%	69%	56%
	Indicateur 5.2_iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	35%	17%	13%
	Indicateur 5.3.3_v: % d'hommes/femmes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants de VSBG	48%	22%	24%

Source: Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.

[33] La différence entre les valeurs d'au moins deux ZP dépasse la marge d'erreur de +/- 5% du projet conjoint PNUD-MONUSCO.

Tableau 5 : Données de suivi ISSSS avec valeurs différentes entre hommes/femmes, par ZP, Piliers 1 à 4 (valeur (moyenne) combinée des enquêtes de juin et décembre 2016)[34]

Indicateur		Lieu / Genre					
		Kitchanga		Ruzizi		Sud-Irumu	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Pilier 1	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	7%	14%	7%	18%	6%	8%
	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	17%	29%	11%	25%	15%	9%
Pilier 2	Indicateur 2_ii (a): % de femmes et hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	13%	21%	4%	6%	15%	37%
	Indicateur 2_iii (a): % d'hommes/femmes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	14%	31%	10%	14%	41%	35%
	Indicateur 2.2.2_ii: % d'hommes/femmes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	37%	43%	38%	37%	40%	71%
Pilier 3	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès a un bureau ou sous-bureau de police	8%	17%	15%	16%	10%	22%
	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	5%	6%	6%	22%	16%	24%
	Indicateur 3.2_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que les élus locaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	31%	32%	33%	19%	19%	32%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	14%	21%	15%	41%	11%	21%
Pilier 4	Indicateur 4_ii: % de ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principale activité économique (agriculture, pêche, élevage)	90%	80%	59%	58%	48%	75%
	Indicateur 4.2.1_iv: % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	22%	47%	38%	36%	21%	39%
	Indicateur 4.2.2_ii: % d'hommes/femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	35%	33%	31%	34%	20%	57%
	Indicateur 4.2.3_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	4%	2%	8%	5%	15%	20%
	Indicateur 4.2.5_i: % d'hommes/femmes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	4%	7%	7%	11%	4%	17%
	Indicateur 4.3_i (a): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes dans leur zone s'engagent "parfois" ou "souvent" dans des activités religieuses, culturelles ou liées au travail avec des membres d'autres groupes ethniques	87%	91%	58%	90%	91%	78%
	Indicateur 4.3_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone fréquentent "parfois" ou "souvent" des lieux de culte avec des membres d'autres groupes ethniques	86%	98%	77%	92%	92%	89%
	Indicateur 4.3_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone travaillent "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres groupes ethniques	75%	91%	44%	72%	74%	83%
	Indicateur 4.3_i (d): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone se marient "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres communautés	75%	93%	66%	78%	89%	76%
	Indicateur 4.3_ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent senemble pour les atteindre, malgré la concurrence occassionnelle	63%	78%	30%	54%	55%	59%
	Indicateur 4.3_ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent enemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	35%	66%	22%	44%	37%	50%
	Indicateur 4.3_ii (c): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	30%	45%	44%	43%	67%	52%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "tres bonne" relation a travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :						
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	83%	93%	80%	88%	88%	89%
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	84%	92%	68%	88%	91%	87%
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	79%	85%	63%	87%	90%	83%
	Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	79%	85%	60%	85%	86%	79%
	Indicateur 4.3.2_i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	50%	68%	58%	82%	66%	57%

Source: Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.

[34] La différence entre les valeurs hommes/femmes pour au moins une des ZP dépasse la marge d'erreur de +/- 5% du projet conjoint PNUD-MONUSCO.

Tableau 6 : Données de suivi ISSSS avec valeurs différentes entre hommes/femmes, par ZP, Pilier 5 (valeur (moyenne) combinée des enquêtes de juin et décembre 2016)[35]

	Indicateur	Lieu / Genre					
		Kitchanga		Ruzizi		Sud-Irumu	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Pilier 5	Indicateur 5_iii (a): % d'hommes/femmes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	23%	19%	9%	12%	36%	24%
	Indicateur 5.1_i (a). % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécéssaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	74%	62%	53%	68%	57%	72%
	Indicateur 5.1_i (b). % d'hommes/femmes d'accord qu' il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme/épouse	27%	35%	11%	23%	25%	34%
	Indicateur 5.1_i (d). % d'hommes/femmes considérant que les crimes de violence sexuelle doivent être résoulus 'en famille', sans implication des autorités	30%	44%	26%	35%	19%	33%
	Indicateur 5.1_ii (c). % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie or a souffert d'une blessure en raison de cet incident	86%	74%	85%	75%	83%	77%
	Indicateur 5.1.3_i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	7%	30%	14%	7%	6%	9%
	Indicateur 5.1.3_i (b): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à des réunions sur des questions liées à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (discussion et débat)	7%	23%	12%	8%	5%	9%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	57%	45%	22%	38%	37%	34%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	57%	47%	21%	39%	35%	35%
	Indicateur 5.2_iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	21%	48%	16%	33%	20%	32%
	Indicateur 5.2_iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuellse sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux "que les victimes d'autres crimes	61%	89%	65%	74%	52%	60%
	Indicateur 5.2_iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	24%	46%	10%	24%	7%	18%
	Indicateur 5.3.3_v: % d'hommes/femmes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants de VSBG	39%	57%	24%	20%	27%	20%

Source: Enquêtes de perception réalisées dans le cadre du projet conjoint PNUD-MONUSCO en juin et décembre 2016.

[35] La différence entre les valeurs hommes/femmes pour au moins une des ZP dépasse la marge d'erreur de +/- 5% du projet conjoint PNUD-MONUSCO.

Boîte 1 : Considérations sur l'étude de base pour le Résultat Global 3.3 (cadre de gouvernance locale)

Considérations pour l'établissement d'une base de référence pour le Résultat Global 3.3 (Établissement d'un cadre cohérent pour la gouvernance locale)

Une des leçons tirées de la mise en oeuvre de la première phase de l'ISSSS est l'importance de **lier les efforts locaux de stabilisation aux politiques et priorités pertinentes aux niveaux provincial et national** en RDC. A partir de là, il est utile de souligner l'**importance du Résultat Global 3.3**, c.-à-d. l'existence d'un cadre légal, administratif et financier favorable, cohérent et régulateur pour la gouvernance locale. Une cartographie des contraintes réalisée par la Cellule S&E en juin 2017 a identifié une série de défis à "status quo", pour lesquels des améliorations dépendront d'une action efficace aux niveaux provincial et national, au vu de la distribution des compétences. Parmi ces défis :

(i) Budgets opérationnels affrontant ou contournant le manque de soutien fiscal des niveaux plus élevés du Gouvernement
(ii) Gestion des ressources humaines, y compris le manque de personnel régularisé (salarié), le vieillissement, les questions de qualification et la rémunération incohérente
(iii) Partage des mandats et responsabilités entre autorités coutumières voisines, et entre autorité coutumières et autres entités gouvernementales décentralisées
(iv) Points de tension entre les régimes de gouvernance statutaire pour les ressources naturelles, et pratiques coutumières

Pour les points (i) et (ii), les projets actifs sous le Pilier 3 seront utilisés comme point d'entrée pour établir des références de base pour les entités gouvernementales locales dans chaque ZP. En ce qui concerne les points (iii) et (iv), les analyses de conflit qui ont renseigné le développement de l'ISSSS décrivent un certain nombre de défis à "status quo" qui incluent la politique de base. Cela sera affiné en une liste de défis principaux, qui seront mesurés dans la prochaine période de rapportage.

Le Tableau ci-dessous donne un résumé indicatif de comment les points (iii) et (iv) apparaissent dans les différentes ZP. Au cours du second semestre 2017, la Cellule S&E de l'ISSSS établira une **liste de "défis de politique clés"** qui pourront être inclus dans le prochain rapport, éventuellement liés à une discussion sur les Compacts.

Dimensions	Zone Prioritaire		
	Sud-Irumu	Kitchanga	Ruzizi
Rôles et mandats	• Disputes sur la juridiction de la chefferie de Lendu Bindi • Exclusion de la communauté Batwa	• Rôle de la chefferie de Bashali vs. Représentant du Gouverneur • Griefs des "minorités locales" sur la gouvernance de la chefferie	• Disputes sur la gouvernance de la chefferie de Ruzizi Plaine • Disputes entre les chefferies de Ruzizi Plaine et Bafuliro
Gouvernance des ressources naturelles	• Migration interne du Nord-Kivu à Irumu. • Impact des concessions pétrolières (Graben Albertine). • Expropriations historiques de terres	• Opposition ancrée entre titre coutumier et titre légal	• Manque de régime praticable pour l'utilisation pastorale/agricole

4 Observations transversales et implications en matière de politiques

Dans ce chapitre, la Cellule S&E de l'UAS propose **plusieurs observations** et réflexions sur les implications possibles pour la prise de décision, aux niveaux du portefeuille de projet, stratégique ou de politique. En cette phase initiale du processus de suivi, la base de données factuelles de l'ISSSS n'est **pas encore suffisamment complet pour appuyer des recommandations spécifiques, concrètes et ciblées** aux parties prenantes de l'ISSSS sur la marche à suivre pour l'avenir.

Tous les utilisateurs des données de suivi de l'ISSSS sont donc encouragés à prendre ces **observations comme "matière à réflexion"**, et à analyser les données présentées dans ce rapport depuis leur propre perspective. Comme mentionné plus haut (voir Section 1.2), la Cellule S&E utilisera les observations contenues ici pour **lancer les discussions** au cours des événements de dissémination. L'équipe S&E **les reprendra** dans l'analyse pour le(s) prochain(s) rapport(s) de suivi et, selon les conclusions, les affinera ou abandonnera.

4.1 Pilier 1 – Établir l'ISSSS comme effort crédible et légitime de stabilisation

Alors que la mise en oeuvre des projets ISSSS débute, les populations dans les Zones Prioritaires (ZP) ont une confiance généralement faible en la possibilité que le Gouvernement ou les projets de stabilisation puissent apporter des améliorations durables dans la situation sécuritaire ou socio-économique de leurs communautés[36]. La plupart des gens dans les ZP doute également de la capacité des représentants élus aux niveaux provincial et national à représenter efficacement leurs intérêts et priorités[37].

Il vaut cependant la peine de remarquer que, à travers les ZP, la population tend à faire davantage confiance au Gouvernement en matière de sécurité qu'en ce qui concerne les questions économiques et le bien-être économique[38]. Indirectement, cela peut aussi suggérer que les communautés considèrent un accès meilleur et plus équitable aux ressources socio-économiques comme un besoin particulièrement pressant.

Les niveaux bas de confiance envers les représentants provinciaux et nationaux du Gouvernement sont compensés par des niveaux relativement élevés envers les autorités locales. Les données de ce rapport ne permettent pas de déterminer clairement si et dans quelle mesure ces perceptions sont liées à des affiliations ethniques et l'existence de systèmes patrimoniaux locaux plutôt qu'à une représentation équilibrée et efficace de l'ensemble de la population (à échelle locale). Dans le premier cas, des loyautés définies strictement sur des bases ethniques envers les autorités locales pourraient s'opposer aux efforts d'un État central congolais "bénéfique" et de la communauté internationale en vue d'établir l'ISSSS en tant qu'effort crédible et légitime pour la stabilisation dans les ZP.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

Au vu des opinions largement négatives sur les projets de stabilisation précédents et sur le rôle des Gouvernements national et provincial, et des attitudes relativement positives envers le rôle des autorités locales, l'**approche participative** et des **mécanismes de consultation et de dialogue** de l'ISSSS

[36] Voir Indicateurs 1.2 (a – g) (confiance envers le Gouvernement) ; Indicateur 1.1_iii (confiance envers les projets "de paix").

[37] Indicateur 3.2_i (a, b) (confiance envers le Gouvernement provincial/national pour la représentation de ses intérêts).

[38] Indicateur 1.2.

revêt une **importance** potentiellement **majeure**. Ceux-ci sont importants, non seulement en tant qu'efforts pour développer des plans d'action approuvés localement et des agendas pour les interventions, mais également en tant que premier pas crucial pour compenser les loyautés définies sur base ethnique avec une représentation plus large des intérêts transversaux. Cela est clairement déjà prévu dans l'approche globale de l'ISSSS. Cependant, étant donné que la population attache une grande importance à l'accès aux ressources socio-économiques, les projets ISSSS peuvent aussi faire face au risque de compétition exacerbée pour les ressources, entre groupes ethniques. Il est donc **particulièrement prudent et nécessaire de suivre de près l' "inclusivité" des processus de dialogue durant cette phase**.

4.2 Pilier 2 – Variations à travers les ZP dans la performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)

Les données de l'étude de base suggèrent que la performance des FARDC en matière de PdC n'est pas uniforme à travers les ZP. Des variations considérables existent, d'une part au sujet du rôle joué par les FARDC en tant que garants de la sécurité, d'autre part en ce qui concerne la redevabilité de l'Armée en cas d'infractions et crimes commis par des soldats contre la population civile.

Les différentes situations sécuritaires dans les ZP (ex. Causées par différents degrés de présence de groupes armés dans une ZP donnée) peut influencer comment la population locale perçoit la présence et les actions des FARDC. Dans les ZP du Sud-Irumu et de Kitchanga, par exemple, la situation sécuritaire est relativement instable[39]. Dans ces deux cas, on observe qu'au moins une partie de la population considère la réponse des FARDC au menaces comme étant efficace (Indicateur 2_iii (a)).

Le fait de reconnaître les FARDC comme facteur de sécurité important contre la menace des groupes armés ne va pas nécessairement de pair avec une perception positive de leurs efforts pour tenir leurs propres soldats responsables de leur traitement des civils, comme on peut le remarquer au Sud-Irumu[40].

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2

Les **différences dans une même ZP et entre les ZP** au niveau des relations FARDC - population civile peut constituer un aspect intéressant à approfondir dans les prochains rapports de suivi[41]. Les données du présent rapport ne peuvent pas informer cette analyse. En principe, toute une série de circonstances pourrait avoir donné lieu aux différences observées, y compris le fait que **le programme de SSR (SFCG)** compte plusieurs années à son actif à Kitchanga et Ruzizi. Une analyse plus poussée des opérations liées à ce programme (ainsi que d'autres facteurs) pourrait aider à mieux comprendre ce qui a fonctionné, ou pas.

[39] Par exemple, si l'on compare cette situation à celle de Ruzizi.

[40] Voir Annexe I sur le Sud-Irumu.

[41] ex. dans l'un des points focaux de la stabilisation

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

Actuellement, seuls quelques projets ISSSS (alignés et FCS) se concentrent spécifiquement sur le travail avec les FARDC pour l'amélioration de leur performance en matière de PdC[42]. La couverture est particulièrement faible pour les résultats visant à influencer les principes et procédures opérationnels des FARDC en matière de PdC, comme par exemple les résultats destinés à rendre les structures disciplinaires et de supervision plus alignées sur les principes de PdC[43].

Parallèlement, le doute prévaut parmi de larges portions de la population des trois ZP quant à l'engagement et la capacité des FARDC à poursuivre les responsables de crimes contre des civils dans leurs rangs[44]. Cela soulève la question de savoir si la programmation actuelle sous le Pilier 2 vise déjà de manière adéquate l'amélioration de la performance des FARDC en matière de PdC en accord avec l'approche stratégique de l'ISSSS.

4.3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Les niveaux bas de confiance envers la performance du Gouvernement pour les questions économiques et sécuritaires (voir commentaires sur le Pilier 1 plus haut) et les difficultés d'accès aux services étatiques[45] constituent un point de départ difficile pour la programmation sous le Pilier 3 dans les trois ZP. L'accès aux **services administratifs** et à la **police (PNC)** est faible dans les trois ZP, même si avec des variations significations de l'une à l'autre. L'**accès à la justice** est également limité et varie en outre considérablement au sein de chaque ZP. Des différences liées au genre existent aussi en ce qui concerne les accès à la justice[46] et à la police[47]. Seule une petite minorité dans chaque ZP pense que les élus officiels provinciaux et nationaux représentent bien leurs intérêts[48].

Ces perceptions négatives parmi la population en ce qui concerne le rôle de l'État, de manière générale et en particulier aux niveaux provincial et national, confirment l'importance d'affronter la question de la performance de l'État sous le Pilier 3. Elles soulignent également que cela ne peut être réalisé exclusivement au niveau local, mais que le soutien à ce niveau doit nécessairement être lié aux politiques, processus et parties prenantes aux niveaux provincial et national. Comme indiqué dans la Boîte 1, page 22, la fourniture de services est limitée par différents défis de politiques ancrés aux niveaux provincial et national, que les liens sous l'ISSSS entre les différents niveaux étaient destinés à aborder.

---

[42] Les projets ciblant certains aspects du Pilier 2 sont : SSR (SFCG), FCS Ruzizi et FCS Sud-Irumu.

[43] Voir Chapitre 2

[44] Voir, par exemple, la situation au Sud-Irumu (Annexe 1), mais aussi à Ruzizi (Annexe 3) et à Kitchanga (Annexe 2).

[45] En moyenne, environ 10 à 20% de la population à Ruzizi considère son accès aux services administratifs, aux postes de police et au système judiciaire comme étant "bon" ou "très bon". De 50 à 60% en moyenne considère son accès "mauvais" ou "pire" ***(Indicateur 3.1_i (a – c))***.

[46] c.-à-d. à Ruzizi et potentiellement au Sud-Irumu (l'écart entre les sexes au Sud-Irumu pour l'Indicateur 3.1_i (c) est inférieur à la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes HHI)

[47] Au Sud-Irumu, et potentiellement à Kitchanga (l'écart entre les sexes à Kitchanga pour l'Indicateur 3.1_i (b) est inférieur à la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes HHI)

[48] Voir Indicateur 3.2_i (a) et (b) dans les trois annexes sur les ZP

La cartographie de la couverture actuelle des résultats ISSSS par les projets alignés et du FCS suggérait que les résultats visant à lier les efforts de stabilisation à échelle locale aux niveaux national et provincial sont proportionnellement moins bien couverts que ceux focalisés exclusivement sur la dimension "locale" (voir Chapitre **Error! Reference source not found.** sur le panorama des projets). Dans ces conditions, il faut remarquer que les liens faibles entre efforts de stabilisation localement et les politiques et cadres nationaux a contribué au manque de progrès durant la phase 1 de l'ISSSS.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

1) La cartographie des projets ISSSS suggère que ceux-ci **ne lient pas toujours leur travail à échelle locale aux structures et parties prenantes pertinentes aux niveaux national et provincial**. On peut donc se poser la question quant au rôle que les projets peuvent jouer et quelles actions peuvent être nécessaires de la part d'autres acteurs afin de progresser sur ce plan.
2) Si les projets ne peuvent établir et maintenir seuls ces liens, il est **important que d'autres mécanismes ISSSS** (ex. Le dialogue politique, le travail de "bons offices") **se focalisent sur ces aspects**, et qu'ils le fassent de manière transversale, en coordination avec les projets, afin d'**impliquer** les acteurs nationaux et provinciaux **dans les différents secteurs**.
3) La question de la disponibilité des ressources au niveau local pour financer le rôle majeur visé de l'État et d'autres aspects du Résultat Global 3.3 (cadre favorable pour la gouvernance locale) reçoivent actuellement une couverture nulle ou relativement faible. Il peut être utile de considérer comment l'ISSSS peut **aborder ces questions de manière plus complète**.
4) **Les variations** dans les données de l'étude de base **sur les accès aux services** soulignent l'importance d'une analyse approfondie des circonstances particulières à chaque ZP qui entravent l'accès aux services et de considérer les **obstacles** (en particulier ceux qui limitent l'accès à la justice) qui peuvent être **liés à des questions de genre** ou spécifiquement appliqués aux femmes.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 3

1) Les données de suivi pour le Pilier 3 confirment qu'il pourrait être utile d'analyser les **facteurs** qui **contribuent à des perceptions relativement positives** sur le rôle de l'État dans la gestion de questions liées à la **sécurité et la sûreté.**
2) Il est important d'analyser les données de perception telles que celles sur l'Indicateur 3.2_i plus haut (représentation des intérêts par les autorités locales) également **à travers le prisme de l'affiliation ethnique**, afin d'estimer la mesure dans laquelle le soutien traverses les divisions ethniques. Ces données sont en principe disponibles par le projet conjoint PNUD-MONUSCO, mais n'avaient pas encore été partagées avec l'UAS au moment de la rédaction du présent rapport.

4.4 Pilier 4 – Résilience Socio-économique au conflit

L'établissement d'un **flux plus équitable des ressources socio-économiques *(Objectif Spécifique 4)*** part d'un niveau très bas dans toutes les ZP. En même temps, les conditions socio-économiques varient considérablement au sein de chaque zone et entre les ZP. La part de la population qui dépend d'activités économiques traditionnelles pour vivre (c.-à-d., agriculture, élevage, pêche et chasse) fluctue entre 20[49] et près de 100%[50], selon les zones et les sous-zones. L'accès à la terre est également sujet à de grandes variations parmi les différentes zones.

Un point commun au trois ZP est que le travail rémunéré joue un rôle très réduit dans les économies locales. En moyenne, moins d'une personne sur 10 dans les ZP avait eu accès à un travail rémunéré au cours des trois mois précédant l'enquête. L'accès au crédit est également extrêmement limité dans les trois ZP, mais est néanmoins sujet à d'importantes variations géographiques. En moyenne, moins d'une personne interrogée sur dix considère avoir accès au crédit si nécessaire. Au Sud-Irumu, la part de personnes ayant accès au crédit est d'environ 17% en moyenne ; dans les Chefferies/Secteurs 'Bahema Mitego', 'Bahema Boga', et 'Banyali Tchabi' (sous-zone Sud-Irumu 1), à peu près un quart de la population y a accès quand elle en besoin[51].

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Dans toutes les ZP, les données de référence suggèrent un possible besoin d'explorer les opportunités **d'amélioration des opportunités de revenu en cash** à court terme ***(Résultat Intermédiaires 4.1.1)*** ; et d'aider à **améliorer les conditions pour la reprise économique dans les ZP** à moyen/long terme, par exemple afin de favoriser un meilleur **accès au crédit *(Résultat Intermédiaire 4.2.3)***, des opportunités de formation et, enfin, des **emplois rémunérés *(Résultat Intermédiaire 4.2.5)***.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs– Pilier 4

A travers l'ensemble des ZP, les projets de stabilisation semblent rencontrer **des conditions et des dynamiques fort différentes** dans leurs efforts pour améliorer un accès équitable à la terre. Il serait intéressant pour l'UAS et la Cellule de Suivi et Evaluation de se rapprocher des projets pertinents pour comprendre toute variation dans l'approche utilisée afin de répondre de manière appropriée à ces différences.

[49] À Uvira Ville, Ruzizi (Sud-Kivu)

[50] Aussi à Ruzizi, c.-à-d. dans le Secteur d'Itombwe

[51] Voir données dans les annexes pour chaque ZP

4.5 Pilier 5 – Prévention des violences sexuelles

La fréquence de cas de violence sexuelle varie considérablement d'une ZP à l'autre. Plusieurs Indicateurs suggèrent que parmi les trois ZP, celle de Ruzizi voit le niveau plus faible de cas. Seule une personne sur dix y connaît une femme victime/survivante d'actes de violence sexuelle, alors que les pourcentages correspondants à Kitchanga et au Sud-Irumu sont respectivement deux et trois fois plus élevés[52].

La confiance dans la capacité du Gouvernement à prévenir la violence sexuelle est relativement forte, malgré certaines variations entre les ZP[53]. Les femmes et les hommes de manière générale ont un niveau semblable de confiance en la "capacité globale du Gouvernement à lutter contre la violence sexuelle". Cependant, une analyse plus attentive et approfondie montre d'évidentes différences entre femmes et hommes : dans toutes les ZP, les femmes semblent moins confiantes en ce qui concerne le travail de la police dans les enquêtes pour violences sexuelles, et sont également moins susceptibles de voir des améliorations dans la manière dont la police mène ses enquêtes pour cas de violence sexuelle (Indicateur 5.2_iv (a-c)).

Les attitudes globales envers les femmes et envers les victimes/survivants de VSBG varient considérablement dans chaque ZP et entre les différentes ZP. La vision de la violence et des coups comme composante acceptée du mariage est plus habituelle à Kitchanga et au Sud-Irumu qu'à Ruzizi. Dans les deux premières ZP, jusqu'à un tiers de la population considère les coups occasionnels des femmes de la part de leur mari comme étant acceptables ou appropriés. À Ruzizi, cela est seulement le cas pour environ 15%. Selon la ZP, les grossesses et blessures subies à la suite de violences sexuelles peuvent rendre plus difficile l'acceptation et le soutien que les victimes/survivants cherchent auprès de leurs familles[54].

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Dans et entre les ZP, la **relation entre forces de sécurité et population civile**, ainsi que **l'accès aux services pour les victimes de VSBG** restent précaires et variables. En même temps, la couverture du Pilier 5 est plus faible que la plupart des autres composantes de l'ISSSS. Cela laisse penser qu'il peut être important de chercher la manière d'étendre la couverture par projets du Pilier 5, que ce soit en sollicitant le soutien à travers un projet dédié, ou en travaillant avec les PMO sur une intégration plus complète des questions de genre et des VSBG dans les projets d 'autres secteurs.

[52] Ruzizi compte aussi le pourcentage le plus faible de personnes rapportant être elles-mêmes des victimes/survivantes de violences sexuelles. La différence entre les ZP reste toutefois inférieure à la marge d'erreur des enquêtes HHI, et ne donne donc pas une bonne indication des différences réelles parmi la population (Voir Indicateur 5_iii (a)).

[53] Le niveau de confiance de la population en la capacité du Gouvernement à prévenir les VSBG est trois fois plus élevé à Kitchanga et Ruzizi qu'au Sud-Irumu.

[54] Cela est particulièrement prononcé à Kitchanga (voir Indicateur 5.1_ii (c)).

5 Synthèse du cadre logique et des projets de l'ISSSS

5.1 Résumé narratif du cadre logique de l'ISSSS

But
Responsabilité mutuelle et capacité de l'État et de la société congolais améliorées, afin de faire face à et atténuer les principaux facteurs de conflits violents dans les provinces de l'Est, et de renforcer la légitimité du contrat social et favoriser le développement économique à long terme.
Pilier 1 : Dialogue Démocratique
Objectif Spécifique 1 : Engagement inclusif accru (c.-à-d. impliquant État, différents groupes de population) dans la stratégie de stabilisation et de sécurité au niveau communautaire Le Pilier 1 de l'ISSSS vise à instaurer un dialogue participatif et inclusif (démocratique) autour de la mise en oeuvre de l'ISSSS, afin de garantir le soutien nécessaire pour la stratégie, auprès des femmes, filles, garçons et hommes, ainsi que des autorités traditionnelles et formelles **(Objectif Spécifique 1).** • Le dialogue devrait être basé sur des plans d'action inclusifs et sensibles au genre développés conjointement par les représentants des communautés, les autorités locales et traditionnelles et qui orientent l'effort de stabilisation pour une zone géographique donnée **(Résultat Global 1.1.).** Les Résultats Intermédiaires 1.1.2 et 1.1.3 reconnaissent que le processus de changement, pour être durable, doit être soutenu activement du 'haut vers le bas'. • A moyen/long terme, le soutien pour les efforts de stabilisation devrait être maintenu au cours de la mise en oeuvre de l'ISSSS à travers la supervision participative des activités de stabilisation par les comités inclusifs responsables du développement des plans d'action conjoints **(Objectif Global 1.2).**
Pilier 2 : Sécurité
Objectif Spécifique 2 : Performance améliorée des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC) dans les conflits armés Le Pilier 2 est focalisé sur les *Forces Armées de la République Démocratique du Congo* (FARDC), plutôt que sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (SSR)à travers une série d'acteurs différents. **Résultat Global 2.1** : Garantir que les lignes directrices et les plans d'action existants au sein des FARDC pour la PdC (y compris la prévention et la poursuite en interne des incidents de VSBG de la part des FARDC) sont appliqués systématiquement dans les provinces de l'Est reste crucial ici. La protection des civils est un des mandats des FARDC et est fondamental pour contribuer aux efforts de stabilisation de la RDC orientale. La PdC et la prévention des VSBG demeurent des sujets qui devront être abordés dans le cadre de la plus ample SSR. Cependant, l'ISSSS se focalise sciemment sur la facilitation de la mise en oeuvre des règles et plans d'actions existants comme élément qui (si ce genre d'engagement entre PMO de l'ISSSS et commandants locaux des FARDC est globalement validé) bénéficiera des progrès réalisés sur la SSR mais qui reste viable même en l'absence d'avancées sur ce front. **Résultat Global 2.2 :** Alors que le premier Résultat Global est focalisé sur les FARDC, le deuxième est davantage envisagé depuis le point de vue de la population (hommes, femmes, enfants) sous protection.

Pilier 3 : Restauration de l'Autorité de l'État

Objectif Spécifique 3 : Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais "régulier" accrus dans la gouvernance locale.

Le Pilier 3 sur la *Restauration de l'Autorité de l'État* a pour objectif d'accroître le rôle et la présence (bénéfiques) de l'État congolais régulier (en particulier en ce qui concerne les autorités locales) dans les provinces orientales de la RDC **(Objectif Spécifique 3).** Une présence majeure de l'État congolais devrait i) mettre en place les prérequis pour un transfert des fonctions liées à la sécurité des FARDC vers la PNC ; ii) aider à améliorer la sécurité de la population (hommes, femmes, enfants), y compris en ce qui concerne la prévention des VSBG ; et iii) contribuer à renforcer la résilience socio-économique au conflit pour la population (hommes, femmes, enfants).

Les **trois Résultats Globaux** reprennent les trois dimensions de cette présence bénéfique accrue de l'État congolais.

- Le **Résultat Global 3.1** aborde le rôle majeur prévu pour l'État afin d'assurer l'accès aux services essentiels, tels que la gestion de la terre et des ressources naturelles (en particulier l'exploitation minière), la justice, l'administration locale et la police/le maintien de l'ordre. Ce Résultat Global vise à saisir les prérequis clés devant être en place pour que tout service soit accessible et bénéfique pour la population locale (hommes, femmes, enfants) : des agents étatiques performants (Résultat Intermédiaire 3.1.1), une disponibilité satisfaisante des ressources requises pour la fourniture de services, comme l'infrastructure, les transports ou les réserves (Résultat Intermédiaire 3.1.2), et des ressources financières suffisantes pour maintenir la fourniture des services par l'État localement (Résultat Intermédiaire 3.13).
- Le **Résultat Global 3.2** est lié aux changements nécessaires dans la relation entre l'État et ses éléments pour que la présence accrue soit favorable à la stabilisation : la redevabilité améliorée liée à la planification sectorielle et aux structures de supervision actuelles (Résultat Intermédiaire 3.2.1) ; une conscience majeure de la population locale par rapport aux responsabilités et rôles des autorités locales et les leurs dans cette relation (y compris, mais non exclusivement, le paiement des impôts) (Résultat Intermédiaire 3.2.2) ; et une plus grande conscience de la part des agents de l'État de leurs propres responsabilités (Résultat Intermédiaire 3.2.3).
- Enfin, le **Résultat Global 3.3** aborde les conditions qui à terme permettraient le renforcement institutionnel à long terme de l'État en RDC orientale ; c.-à-d. le développement d'un cadre régulateur et légal favorable et cohérent. Ce troisième Résultat Global souligne aussi la nécessité de maintenir le lien entre le soutien national des structures de gouvernance à travers l'ISSSS et les processus nationaux de réforme dans différents secteurs : décentralisation, justice, police, et administration publique. Cela implique également un lien solide entre l'ISSSS, la MONUSCO et la plate forme plus ample de dialogue politique et de politiques le dialogue politique entre l'ISSSS et la communauté internationale (ex. dans le contexte du PFCS).

Pilier 4 : Retour, Réintégration et Relance Socio-économique

Objectif Spécifique 4 : Flux équitable de ressources depuis des opportunités génératrices de revenu, activités économiques et soutien (services) socio-économique accrus à travers les différents groupes de population (hommes, femmes, enfants parmi les groupes à risque, les IDPs et les populations de retour).

La logique d'intervention du Pilier 4 dans le cadre logique de l'ISSSS doit refléter le fait que la stratégie de stabilisation n'a pas pour vocation de promouvoir le "développement socio-économique en soi". Elle se focalise plutôt sur l'utilisation du soutien pour les améliorations socio-économiques pour affronter et influencer les dynamiques de conflit dans l'intérêt de la stabilisation. En d'autres mots, les facteurs socio-économiques devraient avoir moins d'impact en tant que facteurs de conflit dans les ZP de l'ISSSS à la suite des activités réalisées sous le Pilier 4. L'Objectif Global du Pilier 4 est donc de contribuer à accroître le flux équitable de ressources vers la population de l'Est de la RDC, en particulier les hommes, femmes et enfants parmi les groupes à risque, les IDPs et les populations de retour.

- Les **Résultats Globaux 4.1 et 4.2** reflètent les *Tracks A* et *B* de *United Nations Policy for Post-Conflict Employment Creation, Income Generation and Reintegration (UN, 2009)*[55], notamment la stabilisation de la génération de revenu et l'emploi d'urgence (Track A ; Résultat Global 4.2), et la relance économique locale pour les opportunités d'emploi et la réintégration (Track B ; Résultat Global 4.3).
- Enfin, le **Résultat Global 4.3** couvre le renforcement des liens sociaux entre et parmi les communautés identifiées par l'ISSSS comme prérequis pour l'augmentation de l'activité économique et l'accès au soutien socio-économique dans les zones des programmes.

Pilier 5 : Lutte contre les Violences Sexuelles

Objectif Spécifique 5 : Niveaux de violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) réduits dans les zones des programmes.

La logique d'intervention du Pilier 5 de l'ISSSS est structurée de telle manière à être complémentaire aux activités et résultats des Piliers 2 et 3. En d'autres mots, le Pilier 5 vise à assurer que les réformes du secteur de la sécurité (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités de l'État au niveau local (Pilier 3) soulignent suffisamment les besoins pour la lutte contre les VSBG en tant que symptôme et facteur de conflit dans les Zones Prioritaires. Cela sera atteint en sensibilisant sur les normes sociales et légales nocives par rapport aux VSBG parmi les femmes, hommes et enfants, mais aussi parmi les officiers, soldats et représentants de haut niveau de l'État congolais (voir Résultat Global 5.1). En outre, la programmation sous le Pilier 5 devrait contribuer à s'assurer que le renforcement des capacités de l'État en ce qui concerne la PNC et le système judiciaire soit fait de telle manière à :

- Faciliter une utilisation volontaire plus importante de la part des victimes/survivants de VSBG des possibilités disponibles auprès de la police pour les enquêtes sur les cas de VSBG (Résultat Global 5.2);
- Améliorer l'accès à la justice pour les victimes/survivants de VSBG (Résultat Global 5.3).

[55] Le cadre stratégique de l'ISSSS se base sur les concepts et l'approche de cette stratégie.

5.2 Programmes soutenant l'ISSSS

Ce tableau présente tous les programmes formellement alignés sur la Cadre Stratégique de l'ISSSS pour Kitchanga, Ruzizi et le Sud-Irumu. Ils sont répartis entre ceux financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS01-07) et ceux financés par d'autres bailleurs de fonds mais alignés sur l'ISSSS et harmonisés avec son approche de suivi.

Type	Titre	Organisation Lead	Partenaire de Financement	État	Zone(s) Prioritaire(s)
FCS	Les chemins vers les Accords « Njia za Makubaliano »	International Alert	FCS	En cours (oct 2016 à sep 2018)	Kitchanga
	Pamjoa Kwa Amani na Maende Leo	UN Habitat	FCS	En cours (juillet 2017 - avril 2019)	Kitchanga
	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani Construisons ensemble pour la Paix!	International Alert	FCS	En cours (mar 2017 à fév 2019)	Ruzizi
	Pamoja Kwa Amani - Ensemble pour la Paix	UN Habitat	FCS	En cours (mai 2017 à mai 2019)	Sud-Irumu
	Amani ni njiya ya maendeleo phase II	UN Habitat	FCS	En cours (avr 2017 à avr 2018)	Mambasa
	Projet de consolidation du projet intégré du Nord Kalehe	UNDP	FCS	En cours (mai 2017 à avr 2018)	Kalehe
Aligné	Lobi Mokolo Ya Sika (Security Sector Reform (SSR))	Search for Common Ground (SFCG)	DFID	En cours (juin 2014 à mai 2018 – extension inclue)	Kitchanga, Ruzizi, Beni
	Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC (CISPE)	OIM	Coopération Néerlandaise	En cours (novembre 2015 à avril 2019)	Kitchanga, Sud-Irumu
	Community Participatory Land Use Planning (CPLUP)	UN Habitat	DFID	En cours (juin 2016 à décembre 2018)	Sud-Irumu, Kalehe
	Food Security and Inclusive Access to Resources for Conflict Sensitive Market Development (FARM)	Mercy Corps, SFCG	Coopération Néerlandaise	En cours de développement	Kitchanga, Sud-Irumu